

Peut-on être contre l'immigration de travail?

Politique

Par Juba Ihaddaden

Publié le 24 juillet 2026

Économiste dans le secteur bancaire, président de Terra Nova Jeunes

Pour certains, les immigrés viennent en France pour profiter des aides sociales sans travailler, tandis que d'autres critiquent au contraire la pression à la baisse sur les salaires que ferait peser leur participation au marché du travail. Reproches contradictoires et, au demeurant, aussi faux l'un que l'autre. Si l'on sort de l'idéologie, que peut-on dire des besoins du marché du travail et de la contribution de l'immigration à son fonctionnement ?

Introduction

Le débat sur l'immigration de travail a ressurgi dans l'espace public au début du mois de mai. Non pas tant autour de son utilité économique mais au sujet de la nature même du besoin de main d'œuvre. Dans un billet de blog intitulé « Pourquoi le

Medef veut 3,9 millions de travailleurs immigrés » paru fin avril 2026, François Ruffin rappelle son opposition à l'importation d'une « main d'œuvre jetable, variable d'ajustement ». Le recours accru à l'immigration de travail ne serait ainsi rien d'autre qu'une exigence du patronat visant à mettre en concurrence les travailleurs français avec des travailleurs étrangers supposément plus dociles et corvéables.

Cette idée n'est pas nouvelle. La notion d'« armée de réserve » – expression utilisée par Marx pour désigner l'ensemble des travailleurs étrangers dont le poids pèse à la baisse sur la détermination des salaires – a refait surface à un an de l'élection présidentielle. Dans un contexte où l'extrême droite est aux portes du pouvoir, sa réactivation n'a rien d'anodin et appelle une réponse précise. Car la question de savoir si l'immigration exerce une pression négative sur les salaires et les conditions de vie des travailleurs mérite d'être examinée sérieusement par les décideurs publics. Cette question n'a d'ailleurs de sens que si on considère que les immigrés travaillent. S'ils n'étaient pas intégrés sur le marché du travail, comme le pense l'extrême-droite, le sujet de l'impact sur les conditions de travail des natifs n'existerait tout simplement pas.

Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, avec l'essor du capitalisme industriel, l'immigration a constitué un apport essentiel de travailleurs. D'Engels à Jaurès, les penseurs du matérialisme historique ont analysé les relations complexes entre travailleurs étrangers, concurrence sur le marché du travail et stratégies patronales. Mais ces débats théoriques ne suffisent pas à éclairer les dynamiques contemporaines.

Après avoir montré que l'application de la notion d'*armée de réserve* aux travailleurs immigrés repose sur un postulat contesté, nous soulignons que l'augmentation des besoins de main d'œuvre étrangère à l'horizon 2040 en France découle avant tout de phénomènes non marchands. Si la réponse à ces besoins a des implications économiques, elle ne procède pas fondamentalement d'une simple demande patronale, mais de

transformations structurelles profondes de la société française et de choix politiques.

I. L'armée de réserve, une notion contestable

a. Genèse d'une théorie

Selon une idée largement répandue, les immigrés constitueraient une *armée de réserve* mobilisée par le capital pour organiser la concurrence entre travailleurs sur le marché domestique. Ils seraient parfaitement substituables aux natifs et utilisés pour tirer les salaires vers le bas, contraignant les chômeurs locaux à accepter des rémunérations plus faibles pour retrouver un emploi.

Cette thèse prend sa source chez Engels, notamment dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*^①. Il y décrit l'essor rapide de l'industrie anglaise, qu'il estime impossible sans l'arrivée massive d'une population irlandaise pauvre et vulnérable. Mais un élément essentiel de son raisonnement reste souvent ignoré. S'inspirant des écrits de Thomas Carlyle — qui expriment un mépris racial explicite envers les Irlandais, parfois teinté de considérations quasi-eugénistes^② — Engels leur attribue une supposée « faiblesse morale » les poussant à accepter des conditions de vie dégradées et des salaires très bas. Le vocabulaire qu'il mobilise – « débauchés », « versatiles », « buveurs insuffisants » – relève davantage du jugement moral que de l'analyse économique. Selon lui, cette prétendue disposition expliquerait leur incapacité à négocier de meilleures rémunérations.

Si ce détour par Engels éclaire le contexte intellectuel dans lequel la notion d'armée de réserve a émergé, il ne dit rien de sa validité empirique. Les immigrés irlandais ont-ils réellement

pesé négativement sur les salaires des travailleurs anglais durant la première révolution industrielle ?

b. De la théorie économique à la réalité historique : l'immigration irlandaise a-t-elle fait baisser les salaires britanniques ?

Pour répondre à cette question, il faut quitter le terrain de la théorie pour celui de l'analyse quantitative. L'argument de l'armée de réserve repose sur un mécanisme simple : un afflux de main d'œuvre accroît l'offre de travail et fait mécaniquement baisser les salaires. Mais ce raisonnement, purement théorique, ne correspond pas toujours aux résultats empiriques.

C'est précisément ce que montre Jeffrey G. Williamson dans un article de 1986, *The Impact of the Irish on British Labor Markets During the Industrial Revolution*³. En mobilisant un modèle d'équilibre général – permettant de simuler le fonctionnement global de l'économie – il évalue l'effet de l'immigration irlandaise sur l'urbanisation, les salaires réels et l'industrialisation britannique. Ses conclusions vont à rebours de l'idée selon laquelle les Irlandais auraient saturé le marché du travail et créé une offre illimitée de travail non qualifié. L'impact sur les salaires apparaît bien plus limité que ne le suggère la théorie d'Engels.

Ces résultats sont-ils isolés ou cohérents avec la littérature scientifique ?

c. Un impact ambivalent, confirmé par la recherche contemporaine

À l'échelle internationale, les travaux empiriques convergent : l'effet de l'immigration sur les salaires et l'emploi des natifs est faible, souvent nul, parfois légèrement positif ou négatif, selon

les contextes. L'étude de David Card⁴ sur l'exode de Mariel (1980-1985) – où 125 000 Cubains sont arrivés à Miami en l'espace de 7 mois, soit +7 % de population active de la ville – montre ainsi qu'un choc migratoire conséquent n'entraîne pas nécessairement de baisse des salaires ni de l'emploi pour les travailleurs locaux.

Les résultats français vont dans le même sens. Une synthèse publiée par France Stratégie en 2019⁵ conclut que l'impact de l'immigration sur le marché du travail est globalement faible. L'élasticité des salaires à l'immigration y est proche de zéro : comprise entre -0,8 et +0,5. Autrement dit, une hausse de 1 % de la main d'œuvre immigrée entraîne une variation des salaires comprise entre -0,8 % et +0,5 %, soit un effet marginal.

Si l'impact des travailleurs immigrés sur les salaires des natifs est aussi limité, alors le débat sur la concurrence déloyale apparaît secondaire. La véritable question devient celle des besoins de main d'œuvre eux-mêmes. Besoins qui, pour une large part, relèvent de processus structurels et inévitables.

II. Besoins de main-d'œuvre : quelles perspectives à l'horizon 2040 en France ?

À l'horizon 2040, les besoins de main-d'œuvre en France devraient être alimentés par deux dynamiques principales : le vieillissement de la population active, qui entraînera des départs massifs à la retraite, et les transformations économiques liées notamment à la transition écologique.

a. La transition démographique : un défi majeur pour le marché du

travail

L'augmentation des besoins de recrutement au cours des prochaines décennies s'explique d'abord par un phénomène démographique. Selon le rapport *Les métiers en 2030* de France Stratégie^⑥, 7,4 millions d'actifs quitteraient le marché du travail entre 2019 et 2030, soit près de 673 000 départs à la retraite chaque année. Cette évolution résulte principalement de l'arrivée en fin de carrière des générations nées à la fin des années 1960.

Parallèlement, les grandes transitions auxquelles la France est confrontée – démographique, écologique et industrielle – continueront de soutenir la demande de travail dans plusieurs secteurs, notamment ceux du soin, de l'accompagnement des personnes âgées ou encore du bâtiment.

Au total, les besoins de recrutement sont estimés à 760 000 personnes par an entre 2019 et 2030. Face à cette demande, l'offre de travail progresserait moins rapidement. Le nombre de nouveaux entrants sur le marché du travail s'élèverait à environ 640 000 par an, selon les projections du ministère de l'Éducation nationale. Il en résulterait un déficit structurel d'environ 120 000 travailleurs chaque année, soit près de 600 000 postes à pourvoir entre 2025 et 2030.

Cette tension ne disparaîtrait pas après 2030. D'après les dernières projections démographiques de l'Insee, la population âgée de 20 à 64 ans diminuerait de 101 000 personnes entre 2030 et 2040, tandis que celle des 65 ans et plus augmenterait de 2,1 millions. En l'espace d'une décennie, l'écart entre la population en âge de travailler et celle susceptible d'être à la retraite se creuserait ainsi de plus de 2,2 millions de personnes.

b. La décarbonation de l'économie française, un investissement massif

nécessaire et des contraintes liées à la main d'œuvre dans le bâtiment

La décarbonation de l'économie française constitue un second facteur de hausse des besoins de main-d'œuvre. L'atteinte des objectifs climatiques implique d'importants investissements dans de nombreux secteurs : rénovation énergétique des bâtiments, développement des énergies renouvelables, électrification des transports, modernisation des réseaux électriques, recyclage industriel ou encore ingénierie environnementale.

Dans leur rapport consacré aux conséquences économiques de la transition climatique, Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz⁷ estiment à 48 milliards d'euros par an l'investissement supplémentaire nécessaire pour réduire les émissions du secteur du bâtiment (résidentiel et tertiaire) d'ici à 2030. Toutefois, la mobilisation des financements ne suffira pas à elle seule. Encore faudra-t-il disposer de la main-d'œuvre nécessaire pour réaliser les travaux. Or, tout porte à croire que le secteur de la construction aura des difficultés à absorber une telle hausse de l'activité, en particulier dans les métiers liés à l'entretien et à la rénovation énergétique. Selon France Stratégie, entre 170 000 et 250 000 emplois supplémentaires seraient nécessaires d'ici à 2030 par rapport à 2019 pour atteindre les objectifs fixés. Compte tenu du retard accumulé ces dernières années dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, une part importante de cet effort devra être concentrée au cours des quinze prochaines années.

Le vieillissement de la population et les impératifs de la transition écologique convergent ainsi vers un même constat : les besoins de main-d'œuvre devraient rester durablement élevés en France. Dans ce contexte, l'immigration de travail apparaît moins comme une variable d'ajustement au service des entreprises que comme l'une des réponses possibles à des déséquilibres structurels. Dès lors, est-il réellement

envisageable de mettre fin à l'immigration de travail dès aujourd'hui comme le soutient une partie de l'extrême droite et désormais une partie de la gauche ?

III. Zéro immigration dès aujourd'hui : quelle réalité derrière ce fantasme ?

Dans un rapport publié en mai 2025, *Les travailleurs immigrés : avec ou sans eux ?*⁸, rédigé avec Hakim El Karoui, nous montrions que les travailleurs immigrés occupent depuis longtemps une place essentielle dans le fonctionnement de l'économie française. La crise du Covid en a fourni une illustration frappante : lorsque les frontières se sont fermées, les secteurs les plus dépendants de la main d'œuvre immigrée ont été précisément ceux où les tensions de recrutement se sont aggravées. En nous appuyant sur les projections démographiques de l'Insee (édition 2021), nous démontrions également que l'immigration de travail constitue une condition nécessaire au maintien de notre modèle social.

Le 8 juin 2026, l'Insee a actualisé ses projections de population à l'horizon 2070. Dans le scénario central, plusieurs paramètres ont été révisés : le taux de fécondité est abaissé à 1,45 (contre 1,8 auparavant), l'espérance de vie est légèrement réduite et le solde migratoire est relevé à 150 000 personnes par an (contre 70 000 précédemment). Les résultats sont sans ambiguïté : la population française augmenterait jusqu'en 2037 pour atteindre 69,8 millions d'habitants, avant de décroître à 65,9 millions en 2070. Le vieillissement serait marqué : la part des 80 ans et plus passerait de 6,3 % en 2026 à 13,5 % en 2070.

Cette nouvelle édition des projections permet d'examiner un scénario hypothétique : que se passerait-il si le solde migratoire devenait nul d'ici 2070 ? En maintenant toutes les autres variables inchangées, on peut mesurer l'effet isolé de

l'immigration sur la structure démographique. En 2040, le ratio de soutien démographique – c'est-à-dire le rapport entre la population retraitée (65 ans et plus) et celle en âge de travailler (20-64 ans) – serait légèrement plus élevé sans immigration : 50,1 % contre 48,6 % dans le scénario avec un solde migratoire de +150 000. Mais cet avantage apparent disparaît rapidement. En 2050, l'écart s'inverse : le ratio atteindrait 55,1 % sans immigration, contre 51,9 % avec immigration. Autrement dit, l'absence totale d'apports migratoires conduirait à un vieillissement plus rapide et à une contraction plus forte de la population active.

Imaginer une France sans immigration revient donc à fragiliser profondément l'équilibre de notre modèle social, fondé sur un financement intergénérationnel. Les projections démographiques montrent clairement que l'immigration est un choix à long terme pour le maintien de notre modèle social.

Conclusion

L'idée selon laquelle l'immigration constituerait une « armée de réserve » destinée à faire pression sur les salaires relève d'un cadre théorique ancien que les travaux empiriques ne valident pas. Qu'il s'agisse de la première évolution industrielle en Angleterre ou de l'exode cubain à Miami, la recherche montre de manière récurrente que l'impact de l'immigration sur l'emploi et les salaires des travailleurs natifs est faible, et même souvent nul. Au contraire, les travailleurs immigrés et natifs sont complémentaires sur le marché de l'emploi, ce qui encore une fois remet en question la théorie de l'armée de réserve.

Le véritable enjeu se situe ailleurs. La France affronte des défis structurels majeurs : départs massifs à la retraite, vieillissement accéléré de la population, besoins croissants liés à la transition écologique et aux métiers du soin. Chaque année, des milliers de postes devront être pourvus pour maintenir l'activité

économique, assurer la continuité des services essentiels et préserver l'équilibre de notre modèle social.

Dans ce contexte, l'immigration de travail ne répond pas d'abord à une demande du patronat : elle répond plutôt à une nécessité démographique et économique profonde. La question centrale n'est donc pas de savoir s'il faut ou non recourir à l'immigration de travail, mais dans quelles conditions nous choisissons d'accueillir celles et ceux dont la contribution sera indispensable au fonctionnement du pays. Lutter contre le travail informel en procédant à des régularisations doit ainsi être envisagé. Une nécessité, d'autant plus que le travail informel peut être à la marge un facteur de concurrence sur le marché de l'emploi, celui-ci permettant de contourner l'existence d'un salaire minimum.

Notes

- ① Friedrich Engels, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Éditions sociales, 1960.
- ② Thomas Carlyle, 'Finest Peasantry in the World' in *Chartism*, Londres, James Fraser, 1840.
- ③ Jeffrey G. Williamson, "The Impact of the Irish on British Labor Markets During the Industrial Revolution", *The Journal of Economic History*, sept. 1986. Vol. 46, No. 3, pp. 693-720.
- ④ David Card, "The Impact of the Mariel Boatlift on the Miami Labor Market", *Industrial and Labor Relations Review*, Vol. 43, No. 2, janvier 1990, pp. 245-257.
- ⑤ France Stratégie, *L'impact de l'immigration sur le marché du travail, les finances publiques et la croissance. Revue de littérature* (Rapport pour l'Assemblée nationale), juillet 2019.

- ⑥ France Stratégie & Dares. « Quels métiers en 2030? », Rapport du groupe Prospective des métiers et qualifications, mars 2022, 198 pages.
- ⑦ Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz, *Les incidences économiques de l'action pour le climat: rapport à la Première Ministre*, France Stratégie, mai 2023 (154 pages).
- ⑧ Hakim El Karoui & Juba Ihaddaden, *Les travailleurs immigrés : avec ou sans eux ?*, Terra Nova, 12 mai 2025, 83 pages.